

Un plan économique pour soutenir la transition démocratique en Tunisie

Le Monde | Article paru dans l'édition du 18.05.11

Prenant de court tous les analystes et toutes les prédictions, le peuple tunisien a demandé et obtenu la fin d'un régime autocratique. Avec sa révolution non violente, le peuple tunisien a lancé un profond mouvement démocratique dans le monde arabe qui pourrait bien remodeler la zone méditerranéenne et l'Union européenne. Il est essentiel que les pays membres du G8 saisissent toute l'importance de cet événement et fassent le nécessaire pour que la Tunisie puisse être et demeurer l'exemple en matière de changement social, économique et démocratique pour l'ensemble de la région et au-delà.

Pour parachever sa révolution, le peuple tunisien s'est engagé avec détermination dans la construction d'un Etat démocratique fondé sur des institutions pérennes. La transition démocratique est en marche. De nombreux pays de la région ont toute leur attention focalisée sur la Tunisie et un échec de sa transition démocratique serait une victoire pour toutes les dictatures de la région et une sévère défaite pour la démocratie.

Nous avons la responsabilité collective de faire en sorte que cette transition réussisse et de prouver que la coopération économique est la meilleure barrière contre les extrémismes. Le risque auquel nous avons à faire face est celui d'une mauvaise coordination des actions ; le risque que le reste du monde attende que la Tunisie ait achevé sa transition pour l'aider, alors que la Tunisie a besoin de cette aide pour réussir cette transition.

Sur le plan économique, les transitions démocratiques engendrent souvent une courbe en "j" : une perte de croissance, avant une reprise. La Tunisie a besoin d'assistance internationale afin d'éviter la phase de décroissance initiale que son économie et sa société ne peuvent pas se permettre. La révolution n'a certes pas de prix, mais elle a un coût.

La croissance économique pour 2011 devrait passer au-dessous de 1 % et les émeutes ont déjà coûté 2 milliards de dollars (1,4 milliard d'euros) à l'économie, ce qui équivaut à 4 % du PIB. Le tourisme est très affecté et pourrait conduire à une augmentation du chômage. Le climat d'instabilité a poussé les agences internationales de notation à dégrader la Tunisie.

Les besoins immédiats sont nombreux en termes d'assistance budgétaire, d'assistance technique, d'aide humanitaire et sanitaire pour les réfugiés de Libye ainsi qu'en termes de soutien international pour le maintien du subventionnement des denrées alimentaires et de l'énergie.

Dans le moyen et le long terme, le niveau d'éducation élevé de la population tunisienne est son principal atout pour devenir l'une des démocraties les plus dynamiques de la région. L'instauration de la démocratie devrait permettre une meilleure redistribution des richesses entre les régions et dans la société. Les prochains mois seront sans nul doute semés d'embûches. Une transition réussie vers la démocratie après de longues années d'un régime autocratique est une tâche lourde et difficile. Construire l'Etat de droit tout en préservant les acquis nécessite concertation et doigté.

Mais, nous, économistes, savons que les investissements se jugent sur le long terme. Nous avons la ferme conviction que la mise en place d'institutions démocratiques sera un facteur déterminant de l'amélioration de l'attractivité et des performances économiques sur les moyen et long termes.

La révolution a suscité appui, sympathie et respect. Il nous faut désormais aller plus loin. Il est de la responsabilité de la communauté internationale d'éviter que la Tunisie n'entre dans un cercle vicieux : pauvreté et augmentation du chômage entraînant une augmentation du populisme et de l'extrémisme qui, à leur tour, conduisent à l'isolement et, de là, à l'accroissement de la pauvreté et du chômage. Au niveau international, la conséquence en serait la propagation des extrémismes ainsi que la multiplication des vagues de migrations fuyant ces extrémismes.

Les membres du G20 ont déclaré en février : *"Nous nous tenons prêts à apporter notre soutien à l'Egypte et à la Tunisie le moment venu par des réponses coordonnées avec les institutions internationales et les banques régionales de développement, pour accompagner les réformes que ces pays adoptent au bénéfice de la population tout entière et leurs efforts de stabilisation économique."*

Il s'agissait là d'une première étape. Nous appelons les dirigeants du G8, qui se réuniront le 27 mai à Deauville, à soutenir la transition en Tunisie et à soutenir une feuille de route qui serait élaborée et conduite par la Tunisie ; feuille de route qui identifierait les acteurs impliqués et les montants à mobiliser.

Plus précisément, nous appelons à :

1. Une aide immédiate pour les subventions alimentaires et énergétiques ainsi que pour un plan de recyclage à l'intention des diplômés chômeurs.
2. Un plan du G8 doté de 20 à 30 milliards de dollars sur cinq à dix ans afin d'investir dans le désenclavement de l'intérieur du pays. Le développement des transports, des infrastructures technologiques, des pôles technologiques et industriels sont, en effet, des priorités absolues afin d'être en mesure de créer le tissu de PME dont les zones déshéritées ont tant besoin.
3. Rétablir, grâce à ce plan, la confiance indispensable au rebond : développer un cadre concurrentiel pour les industries et les services, mettre l'accent sur les petites entreprises, optimiser l'intermédiation financière notamment au travers d'une restructuration du système financier (capitalisation des banques, traitement spécifique pour les prêts non performants, microfinance, fonds d'investissement, fonds d'amorçage...).

4. Une déclaration claire sur les modalités de mobilisation et de coordination entre les différentes institutions financières (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Banque européenne de reconstruction et de développement, Banque européenne d'investissement, etc.) afin qu'elles puissent contribuer de manière optimale à la croissance et à la restructuration de l'économie tunisienne.

5. La création d'une institution financière spécifique à la région car la Tunisie et l'Egypte seront probablement suivies par plusieurs autres pays. Ce serait là un symbole politique fort pour la région et une garantie de coordination optimale des efforts de la communauté internationale.

6. Un engagement, à titre individuel, des pays européens participant au sommet d'appuyer l'obtention pour la Tunisie du statut de partenaire associé de l'UE avec un plein accès aux fonds structurels européens.

7. La création de mécanismes garantissant un meilleur accès au savoir et favorisant les échanges entre jeunes tout autour de la Méditerranée et au-delà.

La Tunisie est le leader de la transition démocratique arabe. Le statut, exceptionnel pour le monde arabe, qu'y a acquis la femme est un grand facteur d'espoir. Sa petite taille en fait un parfait laboratoire de la démocratie. Elle nous offre l'occasion unique de prouver que la démocratie peut suivre un développement harmonieux dans la région. Le coût d'un tel laboratoire, le coût du plan que nous préconisons, n'est que de 2 % à 3 % du coût de la réunification allemande et inférieur au coût d'un à deux mois de la guerre en Irak.

Philippe Aghion, économiste, Harvard University ; Jacques Attali, économiste ; Christian de Boissieu, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne ; François Bourguignon, Paris School of Economics ; Daniel Cohen, ENS ; Jean-Paul Fitoussi, Sciences Po ; Rainer Klump, Centre of European Integration and International Economics, Francfort ; Wolfgang Koenig, Goethe Universität, Francfort ; Jean-Hervé Lorenzi, université Paris-Dauphine ; Stefano Micossi, College of Europe ; Olivier Pastre, IMBank et université Paris-VIII ; Richard Portes, London School of Economics ; Jean-Louis Reiffers, université du Sud ; Hélène Rey, London Business School ; Nouriel Roubini, New York University ; Joseph Stiglitz, Columbia University ; Klaus F. Zimmermann, Bonn University.

<http://www.lemonde.fr/imprimer/article/2011/05/17/1523298.html>